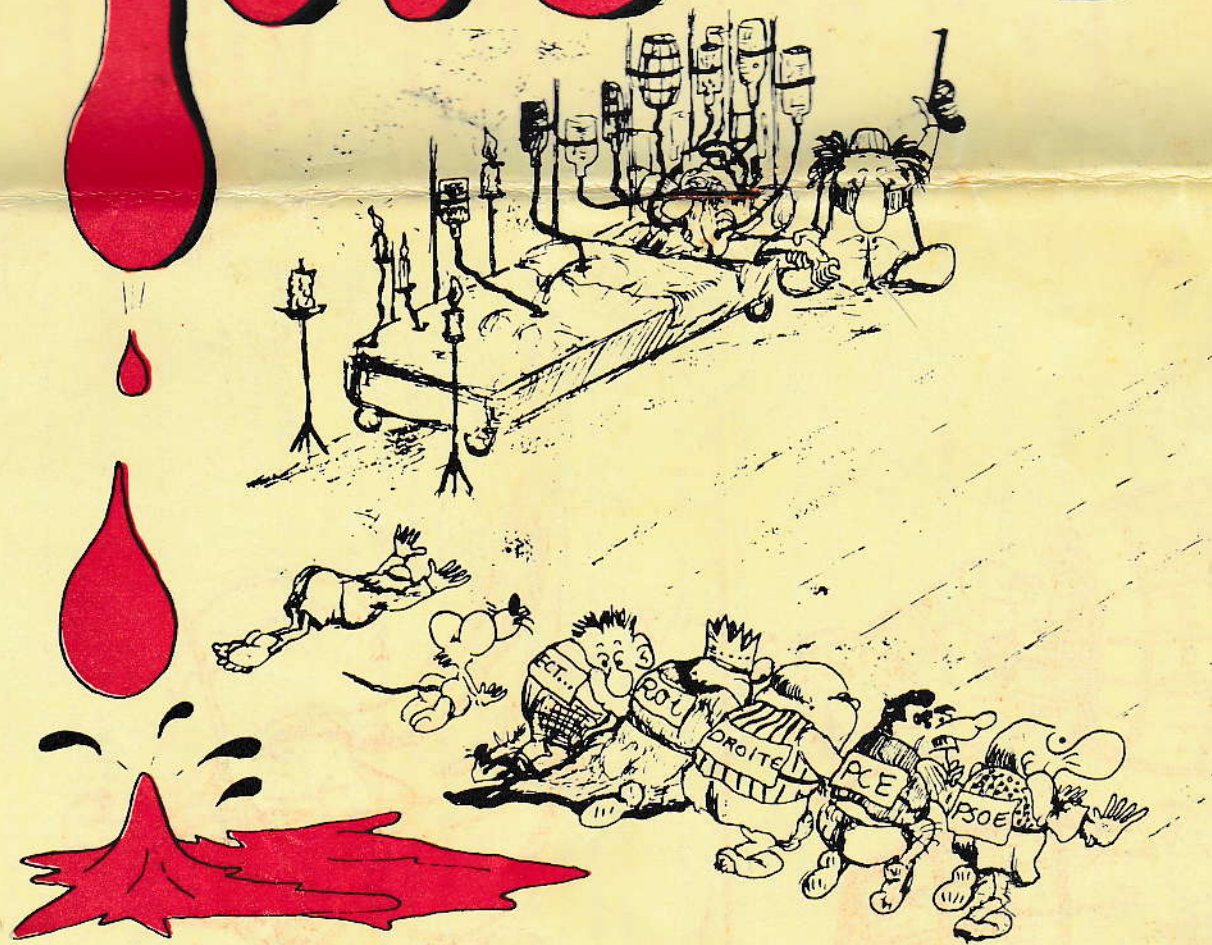


ESPAGNE 1975



Dimanche 25 Octobre 1975.

Ordre du jour : Les tâches historiques devant la révolution espagnole

Brochure Toulouse, Octobre 1975, un groupe restreint d'héroïques camarades, qui malgré les dures conditions de la déliquante mini-groupeuscule, réussissent au prix de mille sacrifices à maintenir haut le glorieux drapeau du prolétariat; Celui-ci donc déciderait d'enterrer une formidable offensive historique dont la première phase serait la diffusion d'une brochure de suite.

Après trois semaines d'un travail acharné, misent toute fatigue luttaient jour et nuit contre la fatigue, ces valeureux combattants de l'émancipation de la classe ouvrière éditeront enfin une brochure dont l'audience qui elle a survécu dans les rangs des travailleurs, n'a pas fini d'étonner les sociaux-démocrates félons, les Kerensky de tous pays.

Cela dit, il ne faut pas se laisser toute offense contre la bourgeoisie réactionnaire et ouvrière ne se fait pas sans porter le poids pour la glorieuse avant-garde des lignes avancées du prolétariat mondial.

Mais nos camarades précités vivent, au fur et à mesure que la lutte s'intensifie, se résistent leurs effectifs et disparaissent de précieux camarades pour la révolution internationale.

Néanmoins la bataille fut gagnée et la brèche est ouverte, large et douloureuse dans le flanc de la fête immonde.

L'exemple de nos camarades toulousains doit être suivi!

Passons pourtant à l'offensive, Camarades, Proletaires l'heure de la libération a sonné...

Le Bureau exécutif, le 26 - 10 - 75.



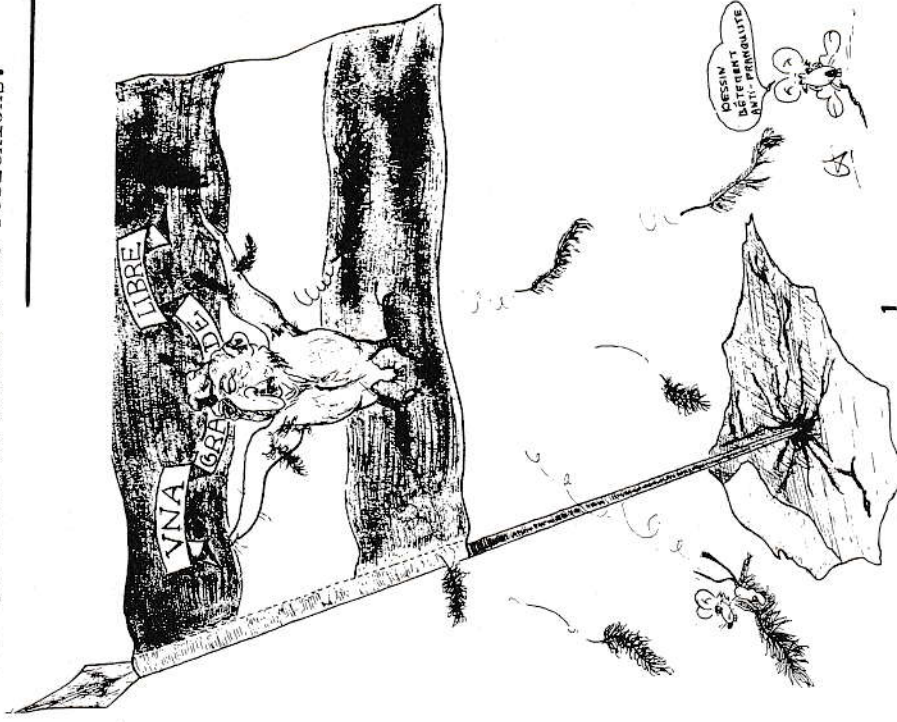
introduisons...

Espagne 75 : 5 assassinats légaux. Les grandes âmes s'émeuvent dans le monde libéral... on tire à boulets rouges sur l'hérésie fasciste coupable de trop durer et de mal durer.

Espagne 75: le croquignolet à tête de Franco creve doucement. Les prétendants au pouvoir se bousculent au portillon.

Espagne 75 : un pays, un gouvernement. Il nous a semblé nécessaire de préciser qu'un pays n'est que le cadre géographique dans lequel s'inscrivent les rapports de classes et qu'un gouvernement n'est lui-même que le produit de ces rapports.

Toulouse 75 : la si-délicate brochure est l'oeuvre d'individus hétéroclites réchappés de divers courants de l'extrême gauche, tombés d'accord (à l'hasard) sur un certain nombre de points. Elle ne peut cependant être considérée que comme un moment d'une réflexion.



L'économie espagnole

Historique de l'évolution économique



a/ de 1940 à 1960 :

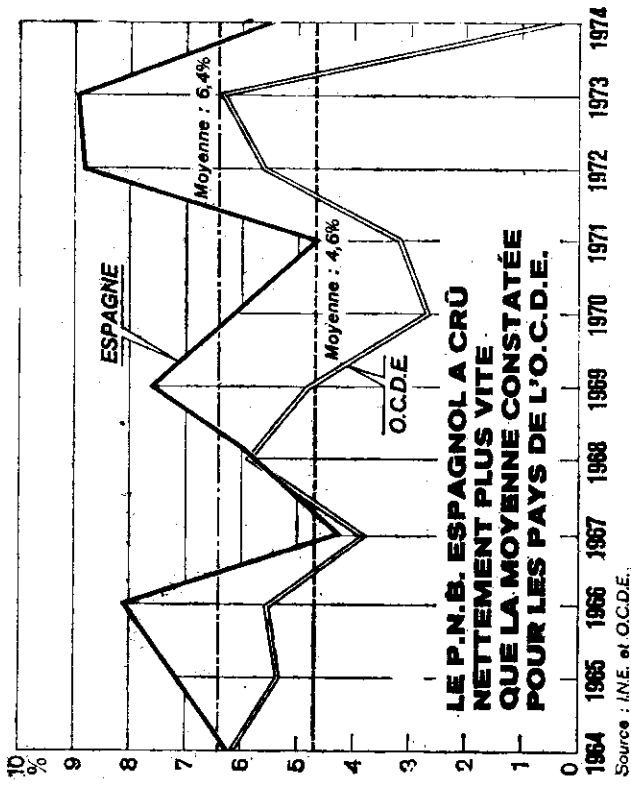
Autarcie économique de type fasciste axée sur de petites unités de production - pas de croissance économique.

Cependant, en 53 a lieu la première poussée d'industrialisation à la suite de pactes économique-politiques avec les USA.

Mais c'est seulement à la fin de la période dite de stabilisation que le processus s'accélère.

b/ de 1960 à 1968 :

Les investissements étrangers passent de 36,1 millions de dollars à 180 millions. De 1960 à 1970, le PIB a cru au rythme annuel de 7%, ce qui est dû principalement au rythme d'expansion de la production industrielle qui a quadruplé de 1956 à 1969. Cette industrialisation très rapide s'est toutefois cantonnée aux provinces du Nord (Catalogne, Euzkadi) et à Madrid, les autres régions, surtout le Sud, restant largement sous-développées.



Parallèlement au niveau étatique, on assiste à la création de l'INI (Institut National de l'Industrialisation) qui regroupe les principales entreprises appartenant au secteur public.

Nous devons mentionner ici un phénomène, le tourisme; son importance tient du fait de son énorme développement. En effet, cette rentrée de devises permet chaque année, avec les rentrées de l'émigration, le rééquilibre de la balance commerciale.

Dans les pays occidentaux, les signes avant-coureurs annonçant la crise mondiale apparaissent dès 1965-1966. En Espagne ces premiers indices n'apparaîtront que plus tard.

Ensuite, pour l'Espagne comme pour toutes les économies développées, des conjonctures différentes se présenteront (récessions - expansions - stagnations), les différences entre pays n'étant liées qu'à certaines spécificités nationales (ex.: industrialisation très tardive pour l'Espagne).

Ce qui se vérifie au-delà de ces variations des conjonctures, c'est le sens général de l'économie capitaliste mondiale : c'est-à-dire l'entrée pour toutes ces économies dans la crise.

Evolution de la répartition sociale par secteurs économiques

Les phénomènes énoncés plus haut ont entraîné une nouvelle répartition sociale, (identique à celle des pays néo-capitalistes, 65% des salariés dans la population active). Le secteur agricole n'employait plus en 1969 que 31% de la population contre 42% en 60, main-d'œuvre passant soit dans la classe ouvrière esna- gnole, soit dans l'émigration.

L'industrie employait 36% de la population en 1969 contre 32% en 1962.

La partie de la population agricole qui s'est proletarisé est allée grossir les rangs des ouvriers non qualifiés (Cs, ect).

Ceci a entraîné un autre phénomène dans la répartition sociale : le passage de 20% de la classe ouvrière initiale dans les classes moyennes. En effet ces 20% d'ouvriers possédant une qualification sont alors passés dans la petite et moyenne classes moyennes. Ceci a entraîné à un niveau politique une péna- lisation de la conscience de classe dans la classe moyenne.

Modifications des structures économiques et des classes dominantes

a/ L'oligarchie :

C'est cette bourgeoisie (issue des grands propriétaires terriens et de la noblesse), dont les intérêts sont entièrement subordonnés à ceux du capital étranger qui fonctionne en quelque sorte comme intermé-

diaire direct pour l'importation et la reproduction du capital étranger en Espagne. L'activité de cette bourgeoisie est concentrée dans le secteur financier (on la retrouve donc dans le secteur industriel par le biais des banques industrielles - cf. plus bas).

b/ La nouvelle bourgeoisie :

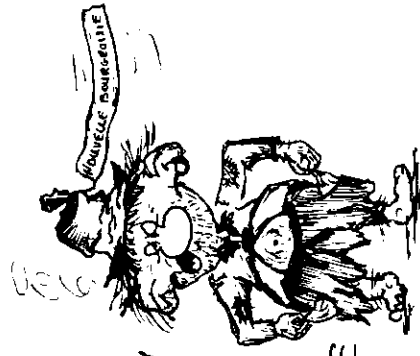
L'industrialisation effectuée grâce aux capitaux étrangers a permis l'émergence d'une bourgeoisie autochtone dans le secteur industriel. Son implantation ne se limitait d'ailleurs pas au seul secteur industriel, mais s'étendait aussi à d'autres domaines dépendants de l'industrialisation : transports, distribution (K commercial).

Géographiquement c'est l'apparition d'une bourgeoisie basque et catalane.

Cette bourgeoisie se différencie non seulement de l'Oligarchie par les secteurs dans lesquels elle s'est implantée, mais aussi par la complexité de ses rapports avec le capital étranger; car issue et dépendante de ce capital étranger, elle n'en entre pas moins en contradiction avec lui.

En effet elle extrait un volume assez faible de la plus value produite dans le secteur industriel, la part la plus importante étant prélevée par l'Oligarchie (banques, cf. plus haut) au profit du capital étranger.

MILLE PUTOIS
PUANTS, IL PLUS ON
ATTASSE, PLUS L'
OLIGARCHIC'S
BANDE S'ENGRAISSE



Cette nouvelle bourgeoisie est donc intéressée par une intervention de l'état qui lui assurerait des chasses gardées à l'intérieur, développerait ce même marché intérieur par l'élévation du pouvoir d'achat et la consommation de masse. Elle recherche enfin une aide de l'état qui lui permettrait de développer ses exportations.

C.E.E. : c/ Oligarchie et nouvelle bourgeoisie faces à la

Nous ne pouvons simplifier les positions politiques des deux fractions de la bourgeoisie espagnole par rapport à l'intégration dans la C.E.E. qu'en disant :

- d'une part la nouvelle bourgeoisie veut cette intégration.
- d'autre part l'Oligarchie est exclusivement liée aux capitaux américains.

En fait, en Espagne, l'Opus Dei, représentant natenté de la bourgeoisie industrielle, et avec elle des pans entiers de l'Oligarchie, a poursuivi la politique d'intégration dans la C.E.E.

Dans l'autre sens, pour la C.E.E., en dépit de déclarations démocratiques et justificatives alléguant l'absence d'institutions démocratiques, l'intégration de l'Espagne ne s'est pas faite pour deux raisons :

- d'une part à cause du rôle considérable qu'a toujours joué la solidarité des mouvements populaires des pays européens avec l'Espagne contre le régime franquiste (chose inexistante aux U.S.A.).
- d'autre part parce que l'intégration à la C.E.E. pose de gros problèmes économiques (ex. : par rapport au marché commun agricole - opposition italienne) cf. les démocraties contre Franco.

Pourquoi les investissements étrangers ?



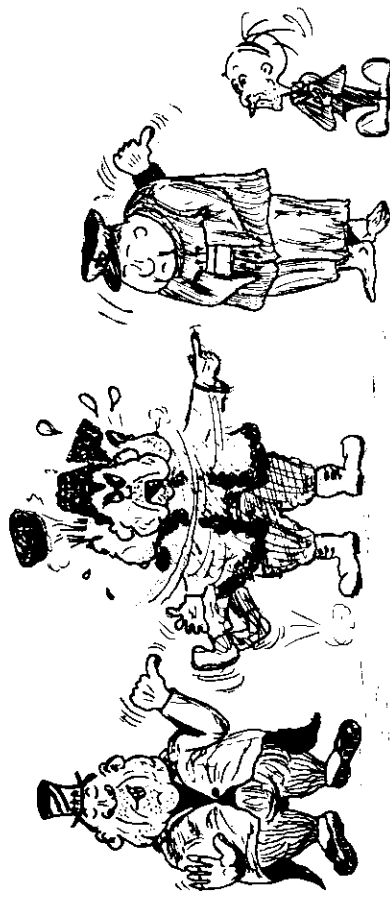
S'il y a une telle implantation du capital étranger en Espagne c'est parce que :

- d'une part celle-ci, du fait même de sa politique (absence de droit et de défense sociale) offre une main d'oeuvre bon marché permettant des profits encore plus importants qu'ailleurs. Pour donner une idée de l'exploitation de l'ouvrier espagnol, il suffit de savoir que celui-ci est obligé de cumuler les emplois (journées de 12 à 14 heures) pour survivre.

- d'autre part, pour servir de tremplin à l'ouverture de nouveaux marchés avec d'autres pays (ex. : Cuba, a un marché préférentiel avec l'Espagne, les U.S.A. non : faites le lien).

- et enfin, pour l'exploitation du marché intérieur.

Qui investit en Espagne ?



a/ les U.S.A. :

le pourcentage du K américain dans le total des investissements a suivi une courbe ascendante de 1961 à 1965, passant de 27% à 48% du total pour retomber progressivement à 29% en 1970.

les forces politiques en presence



l'extrême droite

L'extrême droite a toujours eu pour objectif la fin de la démocratie civile et le retour à un état de barbarie.

La préservation de l'ordre social est un objectif primordial. L'objectif principal est de maintenir l'ordre social et de garantir la stabilité de la nation.

Elle se caractérise essentiellement par le rejet des principes démocratiques et la défense des intérêts nationaux.

Elle se caractérise essentiellement par le rejet des principes démocratiques et la défense des intérêts nationaux.

Le FFP (Fédération des Groupes Phalangistes) a subi nombre d'échecs notamment lors de sa tentative d'imposer son veto à l'accession au trône de Juan CARLOS (en 1956) et encore plus lors du boom économique des années 60. En fait, Franco, qui n'a jamais été phalangiste pur et dur, s'est servi de la FFP que comme tremplin de choc en période de crise politique.

Malgré les dernières manifestations de soutien à Franco, l'extrême droite s'avère être aussi peu immortelle qu'en France, mais son intervention est plus spectaculaire du fait qu'elle agit très librement. Elle s'avère avoir peu d'avenir politique mais elle reste une force avec laquelle les futurs gouvernants devront compter de part l'appui qu'elle se voit offrir par la police, et les possibilités qu'elle a de drainer avec elle un certain nombre de gens effrayés par le " communisme athée "

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.

Il ne faut pas voir dans cette dernière ligne un désintéressement du K sur le plan des intérêts nationaux.



la droite



La droite est un véritable marais politique fait de l'opportunisme et du cynisme de la classe politique espagnole. Ses principales forces sont composées de : l'ACMP de Alcorra qui dispose de 17 journaux dont le quotidien YA qui ouvre largement ses tribunes au groupe MACTIO (Parti Libéral Conservateur). C'est le force la plus installée dans la crise du régime, néanmoins la rapide évolution du régime a compromis fortement sa position. L'influence de l'Opus Dei est assez importante en son sein. Cette fraction de la droite a plusieurs fois appuyé le régime franquiste et plus particulièrement les projets de "démocratisation" du régime, notamment le projet dit du 12 février sur les associations.

L'autre formation importante de la droite est l'USDE de Diaz Alcala, pendant libéral de la Junta démocratique.

L'UDC, gauche démocrate chrétienne, est partie prenante du projet USDE, avec notamment Ruiz Rimanco (ex ministre de l'Education), et avec De Miranda et Dionisio Riujojo (phalangiste de la 1ère heure). Ce mouvement ne refuse pas à priori la collaboration avec la gauche socialiste, voire avec le PCP.

Enfin, pour mention, la droite économique propre du régime composé du parti libéral (Centre droit); le groupe "Changement Démocratique", et le Mando (Conservateur).

En conclusion :

La droite espagnole s'avère être comme un embrouillamini, charm libre aux ambitions de politiques dont l'objectif est une place dans les futures structures politiques et dont la souci est de se démarquer de leur passif franquiste et dont la plupart de leurs regroupements s'effectuent selon l'opportunité du moment.

A l'heure actuelle, leur principale préoccupation est la disparition du régime franquiste dans le calme (?).

la gauche



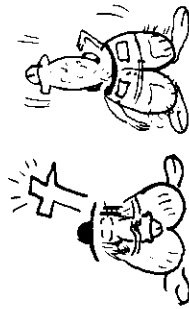
La Social-Démocratie :

Le PSOE, plus tenté par une alliance avec la droite libérale que par une alliance avec la Junte Démocratique, est soutenue par la Social-Démocratie.

La Junte est le cheval de bataille du PCE et regroupe outre le PCE, 17 de ses officiers plus le PSP. Le PCE doit son implantation plus à ses pénétrations dans le prolétariat sortis du rang vers les classes moyennes (voir chapitre économique) car son implantation dans la classe ouvrière, qui se révèle insuffisante (commissions ouvrières) pour la museler et la préparer à l'éventuel sacrifice. Ses appels à un " gouvernement de réconciliation nationale" rencontre un certain écho à droite, mais sa participation à un gouvernement rendrait possible une réaction des ultras.

A noter que le PCE accueille en son sein le groupe trotskyste Bandera Roja. Le PCE (internationaliste) de Lister tend lui aussi à réintégrer le dur sein national.

le sabre et le goupillon



Le goupillon : l'église espagnole est incertaine et profondément divisée. Elle refuse de plus en plus son assimilation au régime. Par exemple la déclaration de Tarancón, archevêque de Madrid, par rapport à l'extrême droite (Giron ayant trop fait référence à l'esprit religieux de la croisade")

L'église s'avère donc avant tout traditionaliste, mais est tiraillée par sa base, et se trouve donc obligée de prendre ses distances avec le régime. Les églises catholiques pendant la guerre civile servent de lieu de réunion à ceux-là même qui les avaient brûlées il y a 40 ans.

Le sabre : L'armée franquiste est elle aussi divisée et incertaine à cause du renouvellement des cadres de 1936. Elle est opposée à la phalange et il est peu probable qu'elle défende (du moins dans sa totalité) le régime franquiste après la mort de Franco.

Il existe une Union Militaire Démocratique forte de quelques 1000 soldats et officiers, qui est pour une démocratisation du régime.

Nous sommes dans l'impossibilité flagrante de prévoir, ne serait-ce qu'à un faible niveau, ce que sera l'après-franquisme, car la difficulté pour les différents partis ou mouvements en présence, est de constituer un gouvernement qui :

- ait la confiance du prolétariat (comprenez par là les capacités de le museler démocratiquement).
- ne provoque pas des réactions de désespoir des ultras.
- et enfin qui, à travers les institutions arrivera à sauvegarder le capitalisme national et les investissements étrangers.

Ces difficultés sont insurmontables. Le marais politique de la droite à la gauche ne fait que renforcer cette impossibilité. Il y a pour se résumer :

- 4 prétendants au trône.
- une trentaine de droites centristes et libérales.
- des carlistes à l'extrême-droite, à droite et à gauche.
- deux PS, deux PC
- des organisations autonomistes, etc, etc....



Récapitulons :



<p><u>Extrême-droite :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Force Nouvelle, de Blas Pinar. - CEDADE (Cercle Espagnol des amis de Franco), de Jorge Mata. - PUNS - RGR (Fédération des Groupes Phalangistes) de Diego Martínez. etc, etc... <p><u>La vieille garde :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Confédération des Combattants, de Giron. <p><u>Les Responsables actuels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Alluera pour le peuple, de Emilio Romero et Herrero Tejedor. - ANEPA (Association Nationale pour l'Étude de des Problèmes Actuels) de Mionedio Starna. - PUNS (Parti d'Union National Saliari) de Rachid. <p><u>Transfuge de la Vieille Garde :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - RSE (Réforme Sociale Espagnole) de C. del Castillo. - UDF (Union Démocratique Espagnole) de Silva Muñoz - FPD (Fédération Populaire Démocratique) de Gil Robles. - USM (Union Social - Monarchiste) traditionalistes non-carlistes de Oriol et Urquijo. <p><u>Droite Economique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Parti Libéral, de Trias Fargas. - Changement Démocratique de Antonio Gavilanes. - Le Groupe Mundo de S. Allger. 	<p style="text-align: center;">BOINGAS 12</p> <p style="text-align: center;">BOINGAS 12</p>
---	---



suite ...

68/69

<p><u>l'Composition Désirée :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - FACIMO de Marcelino Oreja. - des anciens dirigeants démissionnaires. - ACHP (Association Catholique Nationale de Propretade) de Abelar Alegria. 	<p><u>Bourgeoisie Libérale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - USDE (Union Sociale Démocrate Espagnole) de Antonio Garcia Irujo. - IPC (Gauche Démocrate Chrétienne) de Joaquin Ruiz. - PMV (Parti National Basque). 	<p><u>Social-Démocratie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - PSOR (Parti Socialiste Ouvrier d'Intégration) de P. G. Marmez, et de P. Gastejo. - MSC (Mouvement Socialiste Catalan) de J. Pallach. 	<p><u>Junta Démocratique d'Espagne :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - PCP (Parti Communiste Espagnol) de S. Conillo. - PSP (Parti Populaire Socialiste) de Tierno Galvan. - OGER de C. Comin. 	<p><u>Extrême-Gauche Stiviste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - PTE (Parti du Travail d'Espagne) ancien PCR. - MCP (Mouvement Communiste Espagnol). - OPT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs). - LCR ETA VI (Ligue Communiste Révolutionnaire ETA VI). <p>etc, etc...</p>
---	--	---	--	--

REPUBLICAINS

le mouvement ouvrier

Le début de ce texte n'est qu'un aperçu historique de la réémergence du mouvement ouvrier en Espagne. Nous parlerons plus loin des structures qu'il s'est doté dans la lutte.

historique



Jusqu'aux environs des années 60, le mouvement ouvrier espagnol était quasi inexistant, et cela était dû :

- A l'anéantissement puis au musèlement de celui-ci pendant et après la guerre civile.
- A l'autarcie économique sans véritable croissance qui maintenait l'Espagne à un stade de sous-développement.

C'est avec le BOUM économique de 60, qu'il y a réémergence du mouvement :

- industrialisation très rapide qui crée des pôles de regroupement. Cette concentration s'effectue surtout dans les régions du Nord, et c'est donc là que l'agitation va être la plus forte.
- passage d'une économie de type pré-capi-



ET
Nous?

taliste à une économie de type néo-capitaliste, qui amène avec elle de nouveaux types de besoins propres aux pays capitalistes, et une aspiration à un meilleur niveau de vie, et à une organisation sociale du travail (absence de lois sociales).

Dès le départ, l'intense exploitation de la force de travail (recours au double emploi pour les travailleurs qui font ainsi de 12 à 14 heures par jour), emmenèrent, surtout dans les grandes entreprises, des conflits sociaux qui se bornaient à des revendications d'ordre économique telles que :

- augmentation de salaire (très bas)
 - semaine de 40 heures
 - congés payés
 - retraite à 60 ans sans perte de salaire
 - sécurité sociale.
- Revendications légitimes propres aux sociétés capitalistes avancées.

Bien que les luttes soient parfois très dures, ce n'est qu'à partir de 1968-1969 qu'elles vont réellement s'amplifier et aussi se radicaliser.

1969 est une année de dégradation économique qui va entraîner :

- une inflation galopante,
- une augmentation vertigineuse du coût de la vie qui va continuer et s'accroître (plus de 50% de 70 à 73; dans la seule année 1973 : + de 15%), donc, les avantages qu'avaient obtenus les travailleurs par la lutte (augmentation de salaire surtout) vont fondre comme glace au soleil.

Le gouvernement ne va rien trouver de mieux que d'imposer un blocage des salaires.

La classe ouvrière va répliquer en intensifiant les grèves REVENDICATIVES. Mais vue l'attitude qu'adoptent le Patronat et l'Etat, celles-ci vont peu à peu s'intensifier, se radicaliser, et se transformer en grèves à caractère politique, c'est-à-dire lutte d'abord contre le régime, ensuite luttes anti-capitalistes.

Exemple : Proportion des grèves à caractère politique dans la totalité des conflits :

- 1963 : 8% des grèves à caractère politique.
- 1967 : 31% " " "
- 1974 : 88% " " "

L'année 1969 est tellement agitée socialement que l'état d'exception est déclaré dans toute l'Espagne. Nous ne parlerons pas ici des grandes grèves qui ont eu lieu depuis, bien que chacune d'elles soit importante.

C'est en 1971 que ces luttes atteignent leur apogée dans la radicalité et la dureté.

Avec cette renaissance des luttes, la répression va s'accroître à partir de 1969 et ceci de manière spectaculaire, puisqu'elle n'avait pas été aussi violente depuis 1945.

Cette période de répression des luttes va poser au régime le problème de l'anticommunisme pendant le même temps (nomination de Juan Carlos comme successeur, et de Carrero Blanco comme régent). Tous ces projets vont être contre-carrés par l'exécution de Carrero Blanco.

Le régime, sur la défensive, va exercer une répression de force qui éliminait les forces vives du mouvement ouvrier et révolutionnaire en même temps :

- Listes noires patronales
- Licenciements massifs
- Tortures institutionnalisées
- Assassinats de travailleurs en lutte (plus de 15% de 1969 à 1973).
- Assassinats de militants politiques (depuis 1969, plus de 15 militants de l'ETA, du FRAP, du MITL).

Aujourd'hui le régime se trouve face à plusieurs problèmes généraux dans le Nord, le plus souvent lancés contre la répression, et à une intensification des luttes contre le régime.

le syndicat officiel ●●●●●

C'est en 1938, que sont posées les bases d'un syndicalisme de masse fasciste, et qu'est créé la C.N.S. (Confédération Nationale Syndicaliste).

les commissions ouvrières

Le syndicat vertical avait pour but (la guerre civile gagnée), d'embrigader la classe ouvrière pour qu'elle supporte sans velléités de sa part, le pouvoir franquiste.

Son implantation dans le milieu ouvrier a été très difficile car il se heurtait au problème de névroses de cadres syndicalistes. De là les manœuvres d'intimidations et de chantages auxquels il se livrait (l'alternative de la peine de mort en général pour amener certains militants à collaborer au sein de ce syndicat).

Sa mission essentielle était donc d'intégrer les travailleurs dans la nouvelle société espagnole, d'être la courroie de transmission qui tentait d'annuler l'autonomie de décision de la classe ouvrière.

Mais, malgré sa "bonne volonté", le syndicat vertical n'a jamais réussi à imposer son emprise sur le prolétariat, il n'a servi de fait que comme organisme de médiation local entre le patronat et les ouvriers, lors de conflits sociaux. La capacité politique de la classe ouvrière a rendu manifeste l'inutilité du syndicat fasciste.

Seul, l'entrisme du PCR (qui y a investi ses cadres et ses militants) a réussi, à un moment donné, à lui donner un certain dynamisme qui n'était en fait qu'une façade, un vernis. Ce camouflage politique, ce miroir déformant, n'a pas résisté dès que les premières luttes radicales et les mots d'ordre politiques sont apparus.

Pourtant, la C.N.S. a essayé de se transformer et en 1968, le congrès de Tarragone a prénéré la nouvelle loi syndicale qui entrerait en fonction en 1971.

Malgré cela, le syndicat officiel se trouve toujours réduit à n'être que la médiation légale et obligatoire entre la classe ouvrière et le patronat.

De part sa composition sociale, de par sa plateforme revendicative, de par sa politique, la C.N.S. ne peut être qu'un organisme délaissé et combattu en tant que tel par le prolétariat en lutte.

Comme nous venons de le voir, le mouvement ouvrier totalement inorganisé fait sa réapparition en 1960 en dehors des vieilles organisations syndicales (CNT et UGT). Dans la lutte, il va se doter de structures souples et adaptées.: LES COMMISSIONS OUVRIÈRES :

Elles vont surgir dans une multitude d'usines quand celles-ci sont en lutte. Elles surgissent, disparaissent, et disparaissent au rythme des progressions et des reculs de la lutte.

Très vite, vus l'importance et le prestige qu'elles détiennent (grâce à cette forme de lutte les mineurs asturiens et les métalos avaient obtenu des satisfactions sur leurs revendications), les partis de gauche, des chrétiens aux communistes, dont les militants participent aux commissions, vont essayer de faire de ces C.O. un organisme permanent en vue de les transformer plus tard en un syndicat. C'est le parti communiste qui retirera les marrons du feu en prenant la directive. Ils délaissent les organisations syndicales existantes et s'investissent entièrement dans les C.O. dont ils voient une fois le franquisme disparu, leur propre syndicat de classe (C.G.T. en France).

Pour les besoins de sa politique, le PCR, indépendamment de toute conjoncture, va cantonner le rôle des C.O. dans le corporatisme.

Il utilisera toutes les possibilités légales pour faire aboutir les revendications, et ceci par le biais du syndicat vertical, où il possède des délégués (il fait de l'entrisme dans ce syndicat fasciste). Dès cet instant, les délégués des C.O. se trouveront en semi-légalité, ils occuperont des locaux syndicaux, etc, etc...

Il ne faut pas s'étonner de tout cela, et si le PCF était le seul parti (quand les C.O. sont apparues) capable de cette récupération et de ce détournement des luttes ouvrières, c'est qu'il était le seul réellement organisé et qui possède un grand nombre de militants dans la classe ouvrière de l'Espagne franquiste.

Mais tout ceci va connaître un arrêt brusque avec la récession économique de 1969. Les succès qu'avait obtenu la classe ouvrière vont se transformer en d'ânières défaites. La répression fait suite à la négocier (arrestations, emprisonnements, etc...) facilité par la semi légalité que détonnaient les dirigeants des C.O.

Ainsi que ces luttes vont prendre une nouvelle dimension, qu'elles vont se radicaliser très rapidement, les dirigeants des C.O. vont tout faire pour que ces luttes restent cantonnées aux revendications économiques.

C'est donc en 1969 que le climat se fait. Les C.O. veulent mener le mouvement vers une impasse. Les analyses politiques, économiques, stratégiques, l'alternative qu'avait choisies les C.O. sont entièrement dépassées. Les luttes ouvrières vont donc commencer à entamer de nouveau leur dynamique propre et essayer de trouver de nouvelles formes de lutte.

C'est en 1971 que l'on va voir clairement les effets de cette dualité C.O. / base ouvrière, lorsqu'au printemps, le PCF, donc les dirigeants des C.O. ainsi que le gouvernement franquiste appellent à participer aux élections de la C.N.S. (syndicat vertical), et que l'immense majorité des ouvriers boycottera ces élections.

En 1972, avec les grèves d'El Ferrol et de Vigo (qui présentent les caractéristiques "révolutionnaires" : démocratie directe, AG décisionnelle), les C.O. s'opposent à ces nouvelles formes de lutte et se retrouvent ainsi coupées de la base.

En 1973, pour protester contre le procès 1001 (Camacho), les C.O. appellent à un jour de lutte en décembre : l'appel fut peu suivi. Et les exemples de cette dualité sont encore nombreux...

A partir de toutes ces données, nous pouvons analyser la situation.

Après tout ce que nous venons de dire, il serait faux de croire que le rôle des C.O. en Espagne est terminé; bien au contraire, si au départ, les partis (surtout le PCF), ont pu s'accaparer des C.O. et en faire des instances permanentes, bureaucratiques, hiérarchisées, c'est que la classe ouvrière se réorganisait socialement en 60, et que donc elle était incapable de passer à la stratégie des partis.

Mais à partir de 69/70, quand commencent à surgir des luttes très dures, que celles-ci sont dirigées par des assemblées générales, les ouvriers commencent à vouloir se passer des C.O.

Le fait que les C.O. se soient données pour tâche la défense des intérêts économiques des travailleurs, qu'elles aient pour but de récupérer la classe ouvrière dans l'optique d'un " syndicat de classe " servant en fait la politique d'ouverture et de réconciliation nationale que s'est fixé le PCF dans sa recherche du pouvoir d'état.

A l'heure actuelle, les C.O. ne sont en fait qu'une poignée de militants qui, dans les usines maintiennent les structures de manière permanente. Si le PCF maintient de telles structures, c'est qu'au niveau national, il a un poids (celui de la centralisation) et il veut surtout maintenir des structures qui pourront lui permettre de parer et de maintenir les luttes ouvrières quand Franco ne sera plus là.

Il s'agit pour nous de dénoncer le pouvoir contre-révolutionnaire des C.O., de dénoncer les positions qu'elles défendent, parce qu'elles sont celles de la bourgeoisie. Nous devons dénoncer toutes les tentatives qui aujourd'hui, sous le nom des commissions ouvrières et demain sous le nom de syndicat de classe, essaieront de briser l'élan révolutionnaire du prolétariat.

sur l'anti-fascisme

On a trouvé ça et c'est pas beau. Alors on pond notre bulle, parce que toute la mobilisation s'est faite sur ce type d'explication, pur produit de la débililité politique ambiante.

Qu'est ce que le fascisme ? Le fascisme n'est pas un monstre sanguinaire qui serait issu d'on ne sait trop où pour opprimer et détruire. Je n'est en fait qu'une des formes du capital au même titre que nos démocraties bourgeoises et libérales ; une formule ni plus rétrograde ni plus avancée, mais qui à un moment précis se révèle plus adaptée et plus efficace pour sauver le système capitaliste. Le fascisme est issu de moments historiques où le capital agonisant était attaqué dans ses structures fondamentales par la classe ouvrière (ESP 36) ou ne pouvait dépasser en douceur ses contradictions économiques (Allemagne en 33).

Qu'est ce que l'anti-fascisme ? C'est une mystification qui vise à faire croire que la contradiction n'est plus entre la démocratie et le prolétariat mais entre la démocratie et la dictature barbare.

L'histoire multiplie les exemples :
- La guerre de 39 déclenchée sur le mot d'ordre de l'anti-fascisme a servi d'exutoire à la montée des luttes sociales devant l'impasse du système de production.

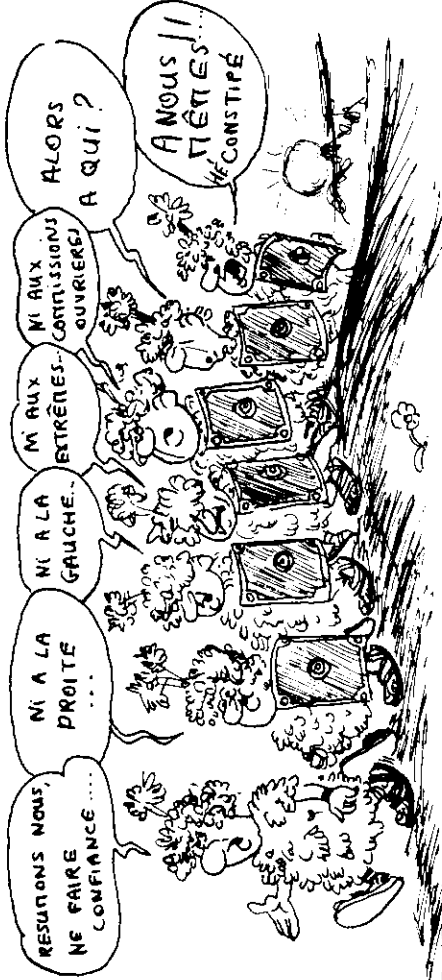
- De même la libération de 45

appel à la
marche d'endefre
10 novembre

FRANCO MEURT,
MAIS LES ALLIÉS DE
HITLER SONT ENCORE
AU POUVOIR A MADRID.

AUJOUR D'HUI CE
SONT LES MEMES QU'ON
EXECUTE EN ESPAGNE,
LES MEMES RESISTANTS
QU'ON EMPRISONNE,
COMME SOUS L'OCCU-
PATION NAZIE, CE SONT
LES MEMES LOIS CONTRE
LES TRAVAILLEURS,
CONTRE LES MINORITES.

QUE LES FEMMES, LES
HOMMES ET LES ENFANTS
D'UNE EUROPE MAL
LIBEREE DE LA GUERRE
SE RETROUVENT POUR
MONTREUR SOLIDARITE
AUX PEUPLES
ESPAGNOLS ET COMMENT
CER UN VERITABLE BOYCOTT
DU DERNIER REGIME
FASCISTE EN
EUROPE.



la longue marche des prolétaires.

La seule donnée sûre que nous possédions, c'est que la combativité du prolétariat, pendant toutes ces années de franquisme, loin de s'émousser, s'est accrue; malgré la répression féroce qui s'abat sur lui, le prolétariat espagnol reste combattif et mobilisé.

Aussi paradoxal que cela paraisse, la répression qui s'abat à l'heure actuelle en Espagne, favorise la mise en place d'un système plus démocratique. Elle vise d'une manière sélective les éléments avancés du prolétariat et les militants d'extrême gauche pour permettre une transition sans bavure.

Il est néanmoins sûr que les revendications justifiées des travailleurs sur les équipements sociaux, sur les lois sociales, les salaires et les heures de travail selon les directives du mouvement revendicatif.

Ce qui est sûr aussi, c'est que de par sa crise propre et de par la crise internationale du capitalisme, le néo-capitalisme espagnol ne peut accorder l'ensemble de ces revendications, et comme l'état actuel du prolétariat laisse présager une combativité soutenue, il peut rapidement en arriver à un affrontement direct avec le capitalisme.

les démocraties face aux assassinats

L'attitude qu'ont eue les états européens à propos des exécutions des cinq antifranquistes est intéressante à analyser car elle permet de comprendre quelle va être leur position dans la période de l'après-franquisme :

- La Hollande est le deuxième investisseur en Espagne (après les USA). Les sociaux démocrates y sont au pouvoir. Leur intérêt est donc d'assurer une transition, dans le calme, vers la démocratie, en plaçant si possible à la tête du pouvoir des personnes susceptibles de faire fructifier les investissements hollandais.

Ainsi s'explique la vive réaction de la Hollande (1° ministre en tête) par rapport aux exécutions.

La Hollande est suivie par des états aux gouvernements similaires : Danemark, Allemagne de l'Ouest, Grande Bretagne...

- La France, elle, joue un rôle modérateur à l'intérieur du marché commun. Malgré sa situation géographique privilégiée, ses investisseurs n'arrivent en Espagne qu'au sixième rang.

Tout en ménageant le franquisme, elle se prépare aussi à l'après-franquisme.

Giscard, partie prenante de l'Opus Dei aimerait bien la voir occuper une part importante du pouvoir sous le règne de son ami Juan Carlos. Il se voit très bien aussi patronant l'entrée officielle de l'Espagne dans la Communauté Européenne.

La collusion des polices françaises et espagnoles contre les révolutionnaires doit se comprendre comme servant cette politique.

En fait ce qui gêne le plus toutes ces démocraties ce n'est pas que Franco soit un assassin mais qu'il en rajoute un peu trop : elles peuvent apprendre à ce bourreau, à se salir moins les mains (en Allemagne tortures psychologiques, lois d'exceptions ; en Italie et en Grande Bretagne idem, en France loi anticasseurs et cour de Sureté de l'Etat ; en URSS internement en asile psychiatrique.)

a réuni sous la même bannière vaillants soldats "made in USSR, communistes boyaïts et gaullistes.

- Le boom économique allemand s'est fait sur le dos des travailleurs main dans la main avec la grande finance pour sauver la nation fourvoyée dans l'erreur par le national-socialisme.

- Et c'est au nom de l'union des forces démocratiques que le Chili d'Allende est devenu le Chili de Pinochet.

Certains seraient tentés de dire que nous défendons là une position de principe atemporelle qui n'a rien à voir avec la réalité de l'Espagne actuelle.

Mireos sous plus lois. Aujourd'hui la junte démocratique et la convergence démocratique déberent une plateforme commune contre le franquisme.

Nous avons donc représentés dans le même front (pourri) : le PSP, le POU, la démocratie chrétienne, des monarchistes (légitimistes), etc...

Pour nous face à la combativité de la classe ouvrière la timidité de ses pseudo-représentants (PSP, POU) apparaît comme logique car ils n'envisagent qu'une telle question du système capitaliste.

Quelles sont les perspectives ?

- Une démocratisation qui se propose gaillardement de rétablir les droits de réunion, de grève... quand les ouvriers se les sont octroyés depuis longtemps dans les luttes quotidiennes.

- Un gouvernement de "conciliation nationale"... quand se développe la lutte des classes en Espagne, quand de nombreuses luttes ont un contenu et des formes clairement anti-capitalistes, et révolutionnaire.

Et puis que penser des gauchistes qui fideles à leurs habitudes se livrent à une gymnastique des plus périlleuse à l'égard du PSE soutenant (de façon critique) la junte tout en espérant grignoter quelques droits de tendance à l'intérieur des commissions ouvrières.

Si la classe ouvrière doit lutter pour abattre le franquisme ce n'est pas pour le remplacer par une démocratie libérale ou avancée.

non à l'union sacrée antifasciste!

ANTI-FASCISME: ARME DU CAPITAL
ANTI-CAPITALISME: ARME DU PROLETARIAT

Ce qui leur fait le plus peur, c'est que les contradictions en Espagne en arrivent à un point de rupture. Ça suffit avec le Portugal.

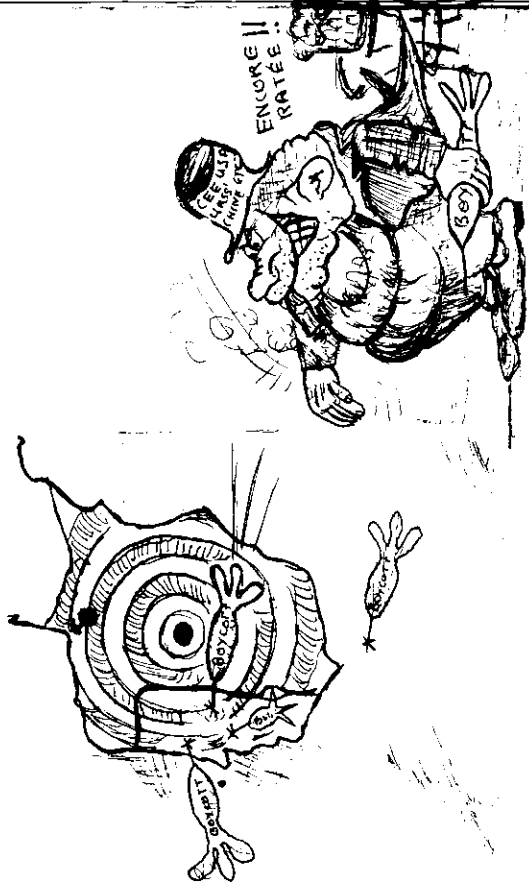
Pour éviter cela les démocraties se donnent pour objectifs un changement de l'équipe au pouvoir, dans le calme. D'où une politique tout azimut : Juan Carlos reçu officiellement par les principaux pays, la Junte démocratique reçue à la CEE, sans parler des socialistes jouissant déjà en Espagne d'une neutralité bienveillante.

On comprend donc pourquoi les protestations officielles se sont limitées à des rappels commentés d'ambassadeurs, à faire semblant de rompre

les relations, à faire semblant de rompre les relations CEE-Espagne, alors qu'elles étaient au point mort depuis un an (ce qui ne remet pas en cause les tarifs préférentiels de l'Espagne avec le marché commun...)

Faisons leur confiance. Si elles avaient voulu faire pression sur le gouvernement espagnol, elles s'y connaissent en matière de blocus économique.

Il suffit de voir leur attitude vis à vis du Portugal : blocus dans la première étape, crédits au compte goutte à l'heure actuelle, avec l'accession des mod/r/s au pouvoir.



les syndicats face aux exécutions

Après une mobilisation traîne savate classique et vu l'ampleur des réactions au moment d-s assassinats, les directions syndicales reprennent la tête du mouvement de protestation en relançant le mot d'ordre de boycott de l'Espagne.

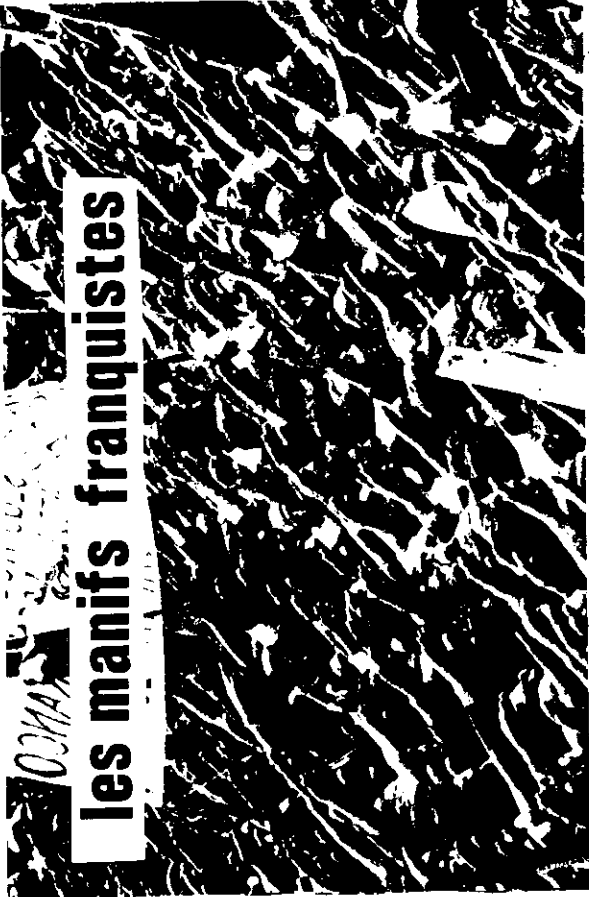
Que voulez-vous, leur première initiative : cinq minutes d'arrêt de travail, le mardi, (une par exécution), avait paru un peu mesquine.

Le 2 octobre 75, appel aux "peuples d'Europe" à exercer un boycott sur l'Espagne. Cette journée aurait pu prendre un contenu anticapitaliste en s'attaquant à des cibles représentatives clairement l'état espagnol, sa bourgeoisie en place, les relations économiques et politiques entre les états et l'Espagne ; de fait elle développe des ambiguïtés qui furent habilement exploités par les Franquistes. Par exemple :

- pourquoi ne pas avoir bloqué seulement courrier, telex, télécommunications d'ordre économique.
- pourquoi ne rien faire sur le problème de l'armement. Des hélicoptères Dassault, pratiquement finis, attendent leur départ pour l'Espagne à Marignanne.
- pourquoi n'avoir pas systématiquement dénoncé le rôle des multinationales, implantées en France et en Espagne. Les formes efficaces de solidarité ne manquent pourtant pas : à l'APC, à Toulouse, les wagons de soufre en partance pour l'Espagne ont été bloqués avant même les consignes de blocus. Ce boycott ne s'est jamais exercé de façon concrète car mené comme une opération politique.

De son côté le gouvernement espagnol a su en profiter, en jouant sur la peur et le nationalisme.

les manifs franquistes



- Le mouvement de protestation européen a été interprété comme une atteinte intolérable dans les affaires internes espagnoles, (le sacré principe de la non ingérence).

- L'appel et l'organisation de ces manifs sont le fait de l'extrême droite au pouvoir. La suspicion et la délation règnent de telle façon que le ramassage organisé, et plus particulièrement dans les campagnes, a été très efficace. N'oublions pas que les concierges sont promus depuis peu auxiliaires de police.

. Orchestré par les mass-média, sur des mots d'ordre chauvinistes et patriotards, le franquisme a réussi à drainer une foule hétérogène, effrayée surtout par la peur du communisme (40 ans de propagande-matrasage) et d'une nouvelle guerre civile (Franco symbolisant la stabilité..)

L'examen des divers rassemblements permet de mieux comprendre :

- Madrid, forte concentration de fonctionnaires, 300.000 personnes.
- Barcelone, ville ouvrière, 15.000 personnes.
- et au Pays Basque : personne.

Ces rassemblements ne sont pas une victoire pour la droite, au moment où le franquisme traverse sa dernière crise.

sur la violence

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, la violence a toujours amené d'éternelles controverses, ravivées périodiquement par les individus, groupes ou masses qui l'utilisent à un moment donné.

Sans avoir la prétention de clore ce débat, nous pensons qu'il n'est pas possible de traiter de la situation espagnole sans parler de ce problème précis.

Comment ne pas comprendre des actes violents qui s'insurgent contre la violence du capital (aussi bien par l'assassinat de militants politiques en Espagne que par les milliers de travailleurs tués au cours d'accidents du travail et présentés dans le monde entier comme une fatalité).

En Espagne l'apparition de groupes militaristes et d'affrontements violents a été favorisée par la brutalité particulière du régime franquiste :

- L'ETA, à travers ses différentes tendances et par la variété de ses actions spectaculaires (enlèvements d'industriels, de diplomates, exécutions de Carrero Blanco et de tortionnaires) essaie de défendre à la fois l'unité du peuple basque et les intérêts du prolétariat d'Euskadi contre le "colonialisme de l'état espagnol". Cela peut apparaître bien confus...

- le FRAP (front républicain antifasciste et patriotique) a réussi quelques exécutions de flics espérant enclencher un processus de guerre civile ou tout au moins d'accroître son influence.

Si les mots d'ordre du style "A chacun son flic" nous rappellent les trop célèbres "A chacun son boche", c'est pour dire que le combat du FRAP, sous la bannière du drapeau républicain, nous paraît clairement mystificateur et contre révolutionnaire. La dure répression qu'encourent ces militants depuis deux ans ne provient pas de leur idéologie mais de leur pratique. (Aucun régime ne peut supporter qu'on s'attaque à ses flics)

petit jeu de société:



- par contre l'apparition de groupes autonomes comme celui du MIL nous semble importante.

Que ce soit par leurs pratiques (expropriation de banques pour le financement de luttes, le tirages de brochures...) ou par leur effort d'claircissement théorique en liaison avec les luttes radicales de notre époque (positions anticapitalistes, lutte contre l'idéologie du travail...), ou par leur lucidité qui les a amenés à reconnaître leurs erreurs (texte d'autodissolution d'Avout 73)

Sans vouloir décerner le label "qualité révolutionnaire" nous avons tenu à préciser brièvement nos accords et divergences avec des groupes qui luttent de façon violente contre le franquisme.

Ces actions, dans la plupart des cas, gênent ou contrecarrent non seulement les projets des franquistes (voir le vide politique créé par l'ascension de Carrero Blanco), mais aussi tous ceux qui se proposent de leur succéder.

La répression en Espagne au cours des derniers mois a été très sélective : essentiellement ceux qui perturbent la transition dans le calme (ETA, FRAP, OLLA, ...).

Le franquisme n'en est plus à garotter un Griman (secrétaire à l'époque -en 63. - du PCP), aujourd'hui ce serait même plutôt le front uni des divers politiciens contre tous les troubles fêtes.

Une solidarité internationale effective doit s'exercer contre cette répression (quelques réserves que l'on puisse faire)

En France cette solidarité conduit des individus ou des groupes à passer aux actes violents :
- que ce soit les GARI qui procèdent à l'enlève-

CHERCHEZ L'ORIGINAL...



ment du banquier Suarez, et à de multiples attentats.

- ou la tentative d'exécution de l'attaché militaire espagnol à Paris.

- en passant par les mini émeutes provoquées par la condamnation des cinq militants du FRAP et de l'ETA.

A Toulouse, si le saccage de vitrines de banques ou de magasins de luxe apparaît comme inefficace pour sauver les cinq têtes, il s'inscrit néanmoins comme une réponse plus appropriée à la barbarie du capital. Que les divers trotskystes et stalinien s'en soient non seulement tenus soigneusement à l'écart mais ont cru bon de condamner de telles pratiques ne fait que confirmer, situer leur terrain d'intervention : celui de la Politique

Ce n'est pas un hasard si tous, en se désolant sur les emprisonnés espagnols "oubliés" d'exiger du gouvernement français la libération des camarades détenus dans les taules françaises (chez "nous" .) pour des actions anti-franquistes :

- que ce soient les 4 camarades du GARI en taule depuis plus d'un an, en attente d'être jugés par la Cour de Surêté de l'Etat.

- ou bien les détenus de "droit commun" arrêtés et jugés en flétrissant délit pour avoir participé aux manifestations violentes

Le problème n'est pas de savoir si toute violence est ou n'est pas révolutionnaire.

La violence n'est qu'une des formes possibles de lutte. En ne publiant pas une action sur sa forme extérieure mais le fait qu'elle porte : encore une fois disons qu'une pratique anti-capitaliste passe aussi par le soutien actif à toutes les formes de lutte contre celle qui la forme qui la forme.

et pour conclure

Nous avons essayé de réunir dans cette brochure des informations, des analyses permettant une meilleure compréhension de la réalité espagnole, cela pour situer notre pratique sur le terrain de l'anticapitalisme.

Il ressort de ce qui a été dit précédemment que l'Espagne est un des maillons faibles du capital (cf situation économique, crise politique, combativité et radicalisation de la classe ouvrière). Ce qui va se jouer en Espagne comme se qui se passe déjà au Portugal est important pour le mouvement ouvrier international.

La mort de Franco risque de faire éclater les contradictions sociales et de déboucher sur des affrontements de classe. Juan Carlos, l'armée, les sociaux-démocrates, la junte démocratique se déchirent, s'égrenent mais ils ne cherchent qu'à éviter ses affrontements et à perpétuer le système.

Pour nous l'émancipation des travailleurs ne se fait pas au Prado, mais dans les quartiers et les usines et c'est là seulement que pourra se créer un rapport de force suffisant pour éliminer la bourgeoisie sous tous ses formes.

Nous repreneons ici ce que devrait être principalement nos axes d'intervention pour une solidarité de classe :

- Soutien actif aux luttes qui menent la classe ouvrière en Espagne,
- Dénonciation du rôle oppresseur des multinationales en Espagne et "pressions" sur leurs succursales en France.
- Lutter contre la collaboration politique et militaire et policière entre la France et l'Espagne.
- Dénoncer toutes les mystifications anti-fascistes et démocratiques.
- Soutien à tous les emprisonnés pour actes anti-franquistes en Espagne comme en France.
- Diffusion de toutes les informations sur la situation des luttes en Espagne.
- Etc...



Pour tout contact :
"La Méche"
BP 3020.Toulouse 31

